

*Le budget—M. Blaikie*

Ce sont là quelques-unes des réalités dont j'aimerais traiter aujourd'hui, monsieur le Président. Je ne prétend certes pas détenir toutes les réponses, mais je suis persuadé qu'à moins de poser des questions pertinentes, nous ne réussirons pas à trouver des réponses valables. Et c'est à ce chapitre que le budget a lamentablement échoué.

Les Canadiens étaient disposés à s'entendre dire que nos difficultés étaient passablement grandes, quelles en étaient les causes, et qu'elles étaient complexes à résoudre. Ils étaient prêts à entendre la vérité, et ils le sont toujours d'ailleurs. Ils étaient prêts pour la manne, mais ce sont plutôt des cailloux qu'on leur a lancés, ces mêmes cailloux que les conservateurs polissent depuis des années et qu'ils lanceront aux Canadiens si ces derniers, au comble du désespoir, ce qui est fort compréhensible, donnent le pouvoir aux conservateurs lors des prochaines élections, car tant sur le plan historique que numérique, ceux-ci ont les meilleures chances de former un nouveau gouvernement.

Et quelles sont donc ces réalités, monsieur le Président, auxquelles ce budget, de conception à la fois libérale et conservatrice, a négligé de répondre? Tout d'abord, on ne reconnaît nulle part, ni dans ce budget ou les documents qui l'accompagnent, ni dans les perspectives économiques, le rôle spécial que jouent les sociétés multinationales dans l'économie canadienne, et en fait dans l'économie internationale; nulle part il n'est question de la façon dont le gouvernement peut, ou ne peut pas, protéger le bien commun quand il se heurte aux stratégies capitalistes mondiales de ces géantes. On n'analyse nulle part les effets du comportement de ces sociétés dont souvent les pouvoirs et les avoirs dépassent de loin ceux de bien des États dans le monde. A cet égard, l'analyse du budget se compare à celle du jeu des joueurs sur un terrain de football lorsqu'on fait abstraction des principaux joueurs. Pareille omission suffit à enlever toute crédibilité au budget en tant qu'analyse sérieuse de l'économie.

Deuxièmement, encore au sujet de l'omission des multinationales, rien ne donne à croire dans le budget qu'il y ait jamais existé de dialogue Nord-Sud ou encore qu'il soit nécessaire pour le Canada de chercher à définir le nouvel ordre économique mondial, juste et durable qu'il souhaite voir instaurer et auquel il voudrait participer en prenant des mesures économiques à court et à long terme. Évidemment, il est impossible à un gouvernement qui a renoncé au rôle qui lui revient de contrôler les conditions du marché de collaborer et de travailler à établir dans le monde un nouvel ordre économique mondial qui soit plus juste, puisque, ce faisant, il irait à l'encontre de sa politique, soit celle de laisser le secteur privé prendre les décisions importantes. Le premier ministre (M. Trudeau), qui s'était naguère acquis une certaine réputation pour avoir prôné, en paroles tout au moins, l'intensification des rapports Nord-Sud, doit bien éprouver quelques remords en contemplant chaque matin l'équivalent canadien du «Portrait de Dorian Gray.»

Ensuite, ni le budget ni aucune des analyses qui l'accompagnent ne cherche vraiment à faire face à la crise économique réelle de l'État providence, crise qui, soit dit en passant, n'est pas la conséquence du fait qu'un trop grand nombre de Canadiens ordinaires cherchent à vivre aux crochets de l'État providence. Bien au contraire: la cause tient au fait que l'entreprise privée vit depuis trop longtemps aux crochets et au détriment non seulement de l'environnement et de la société de notre

pays mais aussi des générations futures. Le moment est maintenant venu pour l'entreprise privée de payer ses dettes.

Pourtant, ceux qui appartiennent à l'aile droite politique et qui se déclarent de si chauds partisans du paiement par l'usager dans le cas de l'assurance-maladie, qui vantent haut et fort le travail et la responsabilité, ne sont pas prêts non plus à reconnaître qu'ils ont exploité à outrance certaines de nos ressources humaines et naturelles. En fait, ils sont encore moins capables de comprendre ceux qui parlent de devoir et de responsabilité, tant il est vrai qu'à parler à longueur d'années de concurrence, d'intérêt personnel et d'individualisme farouche, ou arrive à dilapider son capital moral pour utiliser une analogie que certains de mes honorables collègues à ma droite devraient comprendre.

Ceux qui, à la suite des Églises et de l'épiscopat canadien, ont invoqué récemment les principes du bien commun et de la morale naturelle, se sont faits traiter d'idéalistes et de naïfs. Nous avons parcouru un bon bout de chemin, monsieur le Président, pour nous retrouver maintenant au bord de l'abîme, les libéraux se précipitant eux-mêmes par étourderie dans les ténèbres, et les conservateurs nous exhortant à les y suivre au nom d'un certain darwinisme social renouvelé et d'une certaine conception du monde selon Amway.

Qui donc va se charger de réclamer la constitutionalisation des devoirs et des obligations de la propriété en même temps que le droit à la propriété? Tout sens des responsabilités a-t-il disparu? Le secteur privé aussi bien chez nous qu'à l'étranger a prospéré parce qu'il a vécu, tel un parasite, aux dépens des forces naturelles de la communauté humaine, en exploitant les ressources de notre planète, et en tenant pour acquis certains facteurs sociaux comme la famille et certains facteurs écologiques comme la salubrité de l'air et de l'eau. Mais cela ne peut durer qu'un temps.

Avec la pollution de l'environnement et l'éclatement des familles à cause de la course effrénée aux profits et l'assimilation des êtres humains à des biens de consommation, l'heure des comptes finit par sonner. Le gouvernement ne peut véritablement s'attaquer au problème que si ceux qui ont profité de la situation pendant des années, en l'occurrence les sociétés privées, se rebellent au nom du profit contre un régime fiscal et un modèle économique qui les obligeraient à assumer leur juste part dans l'économie et à supporter les conséquences de leurs actes. De fait, la plupart des entreprises dites privées sollicitent plus que jamais les largesses du Trésor public.

Telle est la situation, monsieur le Président. Les libéraux n'ont pas eu le courage avec le budget de mettre les Canadiens en face des réalités pour qu'ils décident si oui ou non ils sont prêts à bâtir un avenir économique qui tienne compte de tous ces éléments et qui mette fin à toutes les injustices cachées.

Au lieu de cela, les libéraux ont concédé la défaite sans même se battre. Ils ont cédé sans même demander franchement aux Canadiens ce qu'ils préféreraient et sans engager avec eux un dialogue sur les conséquences des différentes solutions possibles.

Les Canadiens veulent-ils un gouvernement qui va continuer de croire à l'argument spécieux du secteur privé voulant que si la productivité est en baisse, c'est à cause des travailleurs canadiens et de la société? Ou veulent-ils plutôt un gouvernement